Eusebiu I. Narai[1]
Université Ouest de Timisoara
UDK 94(498.5:=135.1)"1933.11/.12":327(4-12)
https://doi.org/10.46630/ish.12.2026.20

ASPECTS DE L'ACTIVITÉ DE LA PETITE ENTENTE AU DERNIER TRIMESTRE DE 1933, REFLÉTÉS DANS LES PAGES DU QUOTIDIEN BANATIEN «L'OUEST». ÉTUDE DE CAS: LES MOIS NOVEMBRE ET DECEMBRE 1933

Les *raisons* qui m'ont conduit à choisir ce thème étaient assez nombreuses: le contexte extérieur marqué par le renforcement des positions de l'Italie fasciste, de l'Allemagne nationale-socialiste et du Japon militariste, mais aussi par l'isolationnisme promu par les États-Unis; les effets différés de la Grande Crise économique sur les relations internationales; l'implication de la France dans la formation de nouvelles alliances régionales, qui prôneraient le maintien du statu quo territorial; l'abandon du «Directoire» européen des quatre Grandes Puissances (Allemagne, Italie, France et Grande-Bretagne); l'affaiblissement du rôle joué par la Société des Nations, etc.

En novembre-décembre 1933, le quotidien du Banat *«L'Ouest»* a relaté, dans ses pages, entre autres: les négociations roumano-bulgares au plus haut niveau; la visite à Belgrade du grand voïvode Michel, prince héritier de Roumanie, à son retour de Suisse; les liens particuliers roumano-tchécoslovaques, sur le plan culturel, économique et politique; l'élévation du roi de Yougoslavie, Alexandre I^{er}, au rang de maréchal roumain, en signe d'amitié, etc.

Mots-clé: Petite Entente, Entente balkanique, révisionnisme, relations culturelles, conventions commerciales, <L'Ouest>, Sever Bocu

Ce document vise à clarifier les positions adoptées par la Petite Entente face aux tendances révisionnistes et revanchardes qui se sont manifestées dans différentes régions d'Europe et du monde, ainsi qu'à clarifier son rôle dans l'établissement d'une nouvelle alliance à caractère régional, l'Entente Balkanique, fermement déterminée à maintenir les frontières définies lors de la Conférence de paix de Paris de 1919-1920 et à préserver la paix.

Pour atteindre cet objectif, nous avons utilisé trois *méthodes de travail*: ***description, analyse*** et ***étude de cas***.

Les informations utilisées proviennent de sources publiées, et notamment d'articles de presse.[2]

[1] eusebiu.narai@e-uvt.ro

[2] Le quotidien du Banat «*L'Ouest*», fondé par l'homme politique et figure culturelle Sever Bocu, a paru pendant 16 ans (1930-1945), avec certaines intermittences déterminées par l'intrusion du

***

Hagen Schulze saisit également le déclin du continent européen, pleinement manifesté durant l'entre-deux-guerres: „L'Europe avait été baignée dans le bain de sang de la Première Guerre mondiale, et au lieu de l'ancien système étatique cohérent et équilibré, une multitude d'États nationaus s'était formée, divisés en diverses alliances, pactes et accords; la Société des Nations à Genève apparaissait aux perdants de la Première Guerre mondiale, en particulier à l'Allemagne et à l'Union soviétique, deux parias parmi les autres peuples, comme un instrument de puissance des Étas vainqueurs. Il n'y avait pas de frontière où des malentendus ne surgiraient; l'idée de revanche, de révision du traité de Paris de 1919, était présente non seulement dans l'esprit des perdants, mais aussi de certains vainqueurs, qui s'estimaient lésés; la guerre mondiale était suspendue, mais elle n'était pas encore terminée". (Schulze, 2003, 271-272)

L'Union soviétique, fondée par Lénine en décembre 1922, s'était engagée sur la voie du socialisme et s'était isolée sur la scène internationale. Le nouveau dirigeant, Staline, prônait lui aussi initialement la «construction du socialisme dans un seul pays», s'appuyant sur une politique d'industrialisation agressive destinée à consolider l'État soviétique, qui, le moment venu, occuperait une position dominante sur la scène internationale.

Selon John R. Barber, „les méthodes de Staline ont rapidement révélé son intention d'exercer un contrôle absolu sur l'État, l'économie et tous les autres aspects de la vie". Le même historien a noté qu' „en 1933, à la fin du premier plan quinquennal, Staline avait gagné de nombreux admirateurs au sein du parti et dans tout le pays, malgré toutes les souffrances imposées par l'industrialisation". On ne puvait pas en dire autant des campagnes, où la collectivisation avait détruit de nombreuses vies et de nombreux destins. (Barber, [1998], 357, 361-362)

Barber tente d'expliquer, de manière compréhensible par tous, l'attrait dont jouissaient les régimes fascistes ou dictatoriaux de droitre auprès de larges pans de la population: „Les fascistes et autres dictatures de droite conservaient leur large soutien populaire par divers moyens. Ils protégeaient les privilèges et les biens des classes dirigeantes dans les villages et les villes, garantissant ainsi leur loyauté. Les classes moyennes et ouvrières ne bénéficiaient pas d'une situation économique aussi florissante, mais les fascistes offraient bien plus pour gagner leur soutien: de vastes structures militaires créatrices d'emplois et d'un sentiment de puissance, un nationalisme fanatique destiné à les captiver, et l'image d'un leader à l'aura divine". (Barber, [1998], 399)

Au nord et au nord-.ouest du *vieux continent*, mais aussi en son centre (Tchécoslovaquie), des régimes démocratiques avaient néanmoins été maintenus. (Barber, [1998], 399)

Nicolae Ciachir affirme que „l'arrivée au pouvoir d'Hitler (janvier 1933), mais surtout le retrait de l'Allemagne de la Société des Nations (qu'elle a rejointe

facteur politique, dans la ville située sur les rives de la rivière Bega.

en 1925) et de la Conférence internationale du désarmement de Genève (octobre 1933), combinés aux tentatives de Mussolini de réviser les frontières établies par le système de paix de Versailles, ont déstabilisé la Roumanie et ses alliés au sein de la Petite Entente". (Ciachir, 1998, 228-229)

Jean Carpentier et François Lebrun décrivent l'impact extraordinaire de la Grande Crise économique sur tous les États du *vieux continent*: „À l'échelle européenne, même si, de manière variable selon les pays et à des rythmes différents, l'économie a été littéralement détruite. Jamais auparavant, une crise n'avait eu des effets d'une telle ampleur. Personne n'était véritablement à l'abri. Les conséquences sociales ont été effrayantes, du fait de la durée et de l'intensité de la vague de chômage. Il était impossible, dans ces conditions, que la vie interne des États et les relations internationales ne soient pas profondément perturbées". (Carpentier/Lebrun (coord.), 2006, 340)

Serge Berstein et Pierre Milza soutiennent que „le monde de la fin des années 1930 se trouve compoartimenté en zones monétaires et commerciales qui deviennent progressivement des blocs rivaux engagés dans une véritable guerre économique". (Berstein/Milza (éd.), vol. I, 1998, 236)

Les deux auteurs mentionnés ci-dessus évoquent la fin de la sécurité collective et l'émergence de nouvelles tensions internationales, sur fond de Grande Dépression: „La crise économique, qui secoue le monde depuis 1929, contribue à consolider les antagonismes entre les nations. Tandis que la France et la Grande-Bretagne se replient sur leurs empires respectifs et que les États-Unis s'isolent, l'Allemagne, l'Italie et le Japon se préparent à la guerre, considérée comme leur seule issue. Face aux tendances révisionnistes et expansionnistes des États fascistes, les démocraties réagissent avec une neutralité qui s'explique par l'attachement de l'opinion publique aux idées pacifistes". (Berstein/Milza (éd.), vol. I, 1998, 340)

La question du désarmement fut, sans conteste, la plus controversée de tout l'entre-deux-guerres. Environ deux mois après avoir définitivement quitté la Société des Nations, le gouvernement allemand adressa, le 18 décembre 1933, au cabinet français, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Berlin, un ***mémorandum*** contenant diverses propositions relatives au désarmement. Ce mémorandum appelait, de nouveau, à „l'égalité complète des droits en matière d'armement et à l'interdiction, pour les autres puissances, de dépasser le niveau d'armement existant à cette époque", unde diversion imaginée par Adolf Hitler pour détourner l'attention des chancelleries occidentales de la politique de réarmement massif du Troisième Reich. (Bărbulescu/Cloşcă, 1982, 235, 244)

Le traité d'amitié turco-yougoslave, paraphé le 27 novembre 1933, s'inscrit, sans aucun doute, dans la tentative d'établir un système de sécurité collective. (Bărbulescu/Cloşcă, 1982, 246, 249)

Du 4 au 11 novembre 1933 se tint également ***la quatrième Conférence balkanique***, à laquelle participèrent les représentants des six États de la péninsule

balkanique (Albanie, Bulgarie, Grèce, Yougoslavie, Roumanie et Turquie). Lors de cette conférence, l'envoyé bulgare vota, aves toutefois de nombreuses réserves, en faveur de l'avant-projet de pacte multilatéral balkanique. (Bărbulescu/Cloşcă, 1982, 256)

Selon Eliza Campus, „l'entre-deux-guerres peut donc être inscrit dans la chronique de l'histoire universelle comme la période où de nombreux pays, petits et moyens, se sont battus pour l'institutionnalisation et l'application des principes de sécurité; comme la période où les grandes puissances occidentales, acceptant formellement les principes de sécurité et leur institutionnalisation, ont simultanément toléré des violations commises au nom de la force, violations qui ont conduit, étape par étape, à l'affaiblissement, puis à l'annulation temporaire, des principes de sécurité internationale". (Campus, 1980, 417)

Après le départ de l'Allemagne nationale-socialiste de la Société des Nations, à l'automne et même à l'hiver 1933, les services de presse et de propagande des pays révisionnistes et revanchards travaillèrent à plein régime. La Hongrie horthyste lança également une campagne virulente contre la Petite Entente. Selon Eliza Campus, le cabinet berlinois „accusait la Petite Entente d'avoir conclu des accords économiques secrets au détriment de l'Allemagne, ce qui aurait nui au commerce de cet État avec l'ensemble du bassin du Danube". (Campus, 1997, 144-145)

Campus rappelle également la rencontre de Košice (République tchécoslovaque), le 11 décembre 1933, entre Nicolae Titulescu et Eduard Beneš, au cours de laquelle les ministres des Affaires étrangères roumain et tchécoslovaque „analysèrent, pour la première fois, la situation de la Société des Nations, constamment attaquée par les États révisionnistes" et conclurent à la nécessité de défendre, à tout prix, l'article 19 du Pacte de la Société des Nations, qui prévoyait le maintien des frontières existantes. De même, Titulescu assura son homologue de Prague que la Roumanie n'accepterait jamais, en aucun cas, la séparation d'un quelconque „morceau de terre" du territoire de l'État tchécoslovaque. (Campus, 1997, 145)

À la même occasion, „Titulescu et Beneš décidèrent également d'accélérer la normalisation des relations diplomatiques avec l'URSS", sur proposition de la France (qui voyait dans le „grand voisin de l'Est" de notre pays le seul obstacle à l'expansionnisme allemand), mais aussi par conviction personnelle. (Campus, 1997, 148)

***

Tout en s'efforçant d'apaiser les conflits sociaux, sans obtenir de résultats notables, le cabinet Vaida-Voievod obtenait de bien meilleurs résultats en matière de politique étrangère. À cet égard, il convient de mentionner „le voyage diplomatique entrepris par Nicolae Titulescu (ministre des Affaires étrangères à partir d'octobre 1932 – *n.n.*) en octobre-novembre 1933, à Belgrade, Sofia,

Ankara, Athènes, puis de nouveau Belgrade, qui prépara le terrain pour la signature du Pacte d'Entente Balkanique, le 9 février 1934". (Scurtu, 1994, 207)

En raison de l'aggravation du conflit au sein du Parti National Paysan, alimenté, dans l'ombre, par le Roi Charles (Carol) II et ses acolytes, conflit entre deux groupes clairement définis, Maniu et Vaida, Iuliu Maniu a établi plusieurs *normes de conduite*, telles que: „aucune approche de Vaida; aucun contact avec la gouvernement, qui ne représentait pas le Parti National Paysan; aucune approbation, même indirecte, des méthodes et pratiques de gouvernance utilisées par Vaida; aucune discussion avec le chef du parti jusqu'à ce qu'il passe dans l'opposition". (Scurtu, 1994, 218)

Après des manifestations répétées des libéraux et une audience avec le Roi Carol II, le matin du 7 novembre 1933, qui laissa entendre à Vaida que le gouvernement qu'il dirigeait ne bénéficiait plus de sa confiance, auxquelles s'ajoutèrent les consultations menées auprès du Bureau du Parti National Paysan et des ministres, le 9 novembre, le Premier ministre (Alexandru Vaida-Voievod) „présenta la démission du gouvernement au souverain, suggérant la formation d'un cabinet neutre issu d'élections". (Scurtu, 1994, 223-224)

Confrontée aux effets de la Grande Dépression, la Roumanie tentait de nouvelles solutions politiques. Le 14 novembre, le gouvernement d'I.G. Duca entrait en fonction, marquant le retour des libéraux au pouvoir, tandis que les national-paysans, qui avaient dirigé le pays de novembre 1928 à avril 1931 et de mai 1932 à novembre 1933, traversaient une crise d'identité, „éteinte" par l'élection d'Ion Mihalache à la présidence du Parti National Paysan, le 21 novembre, suite à la demission d'Alexandru Vaida-Voievod. Vaida avait renoncé à son amitié avec Iuliu Maniu, à la demande du roi, et était devenu le „parrain" de la Garde de Fer, adoptant un discours politique antisémite. (Popoiu, 2017; Scurtu/ Buzatu, 1999)

Malheureusement, le règne de Duca fut de courte durée, compte tenu de son intolérance envers les forces d'extrême droite, et la fin du président du PNL fut très violente. Le discours prononcé par le Premier ministre roumain à la radio, le 6 décembre, peut être considéré comme son testament politique. Trois jours plus tard, par décision du Conseil des ministres, la Garde de Fer fut déclarée illégale, incapable de participer, sous aucun autre nom, ni au sein d'aucune autre alliance, aux élections législatives du 20 décembre, remportées par les libéraux. La revanche des légionnaires ne se fit pas attendre: un groupe de trois membres de la Garde de Fer assassina I.G. Duca à la gare de Sinaia, le soir du 29 décembre, profitant de la convocation du Premier ministre roumain par le Roi Carol II à sa résidence d'hiver, pour lui présenter les résultats des élections. Nommé Premier ministre le 30 décembre, Constantin Angelescu déchaînera une féroce persécution contre les légionnaires dans tout le pays. (Stănescu, 2015; Rădulescu-Zoner (coord.), 2000)

***

Ioan Munteanu est convaincu que „la vie de Sever Bocu s'identifiait, jusqu'à se confondre avec le destin, avec les bouleversements du peuple roumain de la première moitié du XX^e siècle, un destin auquel il croyait sans réserve". (Munteanu, 1999, 7)

Président de l'Union des volontaires roumains de la Première Guerre mondiale (à partir de 1922), ministre du Banat, sans portefeuille, dans le premier cabinet dirigé par Iuliu Maniu (10 novembre 1928-6 juin 1930), président de l'organisation nationale-paysanne du département de Timiş-Torontal, vice-président du Parti National Paysan pour la Transylvanie et le Banat (depuis décembre 1936), Sever Bocu s'est également imposé comme publiciste, d'abord aux journaux d'Arad *«La Tribuna du peuple» («Tribuna poporului»)* et *«La Tribune» («Tribuna»)*, puis au Parti National Roumain non-officiel *«La Roumanie» («România»)*, puis comme fondateur du quotidien banatien *«L'Ouest» («Vestul»)* de Timişoara (publié, avec quelques syncopes, entre 1930 et 1945, et dont au moins un numéro paraîtrait en 1946, selon certaines sources). Il y exprimait ses convictions démocratiques, reconnaissant, plus tard, les erreurs d'appréciation de la personnalité de certains dirigeants autoritaires ou totalitaires, mais aussi de certains partis ou mouvements qui ont miné la démocratie roumaine, comme le Mouvement légionnaire, par exmple. (Munteanu, 1999, 18-19, 21, 31, 73)

***

À la fin d'octobre 1933, l'assaut diplomatique roumain sur Sofia, capitale de la Bulgarie, se poursuit. Dans son numéro du 1^er novembre 1933, *L'Ouest* relate en détail la rencontre entre le Roi Carol II de Roumanie et le Roi Boris de Bulgarie. La rencontre des deux souverains a été présentée en détail, en termes élogieux: „hier (31 octobre 1933 – *n.n.*), à 10 heures précises, le Roi Boris de Bulgarie est monté à bord du vaisseau spatial <Chernomore> et s'est dirigé vers la côte roumaine... le vaisseau spatial bulgare a accosté à côté du yacht <Étienne le Grand>... Le Roi Boris est monté à bord du yacht roumain, à bord duquel il a été accueilli par le Roi Carol, ainsi que par les ministres présents, dirigés par MM. Vaida[3] et Titulescu[4]... Le Roi Boris était accompagné de M. Muşanoff[5], du général Paneff[6], du colonel Panoff[7] et de Gaicef[8]... La rencontre des deux rois a été aussi cordiale que possible... Le Roi Boris de Bulgarie était vêtu de l'uniforme d'un général d'infanterie, et le Roi Carol de l'uniforme d'un amiral". (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 942, mercredi, 1^er novembre 1933, p. 4)

[3] Président du Conseil des ministres de la Roumanie.

[4] Ministre roumain des Affaires étrangères.

[5] Le président du Conseil des ministres bulgare.

[6] Le commandant de la garnison de Rusciuc.

[7] Aide de camp du Roi Boris III.

[8] Conseiller royal bulgare.

On remarque l'attrait des deux souverains pour les uniformes militaires, mais aussi leur volonté de discuter de questions de la plus haute importance, compte tenu du rang élevé des personnes qui les accompagnaient.

L'Ouest décrit, ensuite, ***l'arrivée à Giurgiu***: „Sur le quai de la gara de Ramadan se trouvaient les notables de la ville… le maire offrit au Roi Boris le traditionnel pain salé… Le Roi Boris répondit en français, remerciant pour l'accueil et exprimant, en même temps, son espoir qu'à l'avenir, «la Bulgarie et la Roumanie vivront en harmonie»… Le Roi Boris, accompagné du Roi Carol (II – *n.n.*), passa la revue d'honneur, tandis que la fanfare jouait l'hymne royal bulgare <Sumli Maritza>". (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 942, mercredi, 1er novembre 1933, p. 4)

Le débarquement à Rusciuc fut également rapporté: „Le port de Rusciuc, bondé de navires, était bondé de gens venus acclamer longuement les rois Carol et Boris… le maire de Rusciuc présenta le traditionnel pain salé… après quoi les deux souverains passèrent en revue une compagnie du 16e régiment bulgare… l'hymne national roumain fut chanté, tandis que la foule acclamait frénétiquement… les souverains se rendirent dans la salle de réception, où ils rencontrèrent les notables de la ville; puis, ils parcoururent la rue principale du port, entourés – à chaque pas – par l'immense public qui avait brisé les cordons de police… Notre souverain fut profondément ému par cette manifestation". (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 942, mercredi, 1er novembre 1933, p. 4)

Le départ sur le yacht <Étienne le Grand> fut également évoqué: „Après le défilé de la compagnie d'honneur, les deux souverains, arrivés au port, embarquèrent sur le yacht <Étienne le Grand>, qui quitta le port en remontant le Danube… jusqu'à la disparition du navire, la foule sur le quai ne cessa d'acclamer et de crier". (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 942, mercredi, 1er novembre 1933, p. 4)

Ces manifestations d'effusion de la part de larges couches sociales bulgares peuvent être comprises dans le contexte de la perception du Roi Carol II comme le «chef» d'une fédération balkanique indépendante des Grandes Puissances européennes, et comme le principal médiateur des relations roumano-bulgares, tendues en raison du conflit autour du Quadrilatère.

Presque immédiatement, malheureusement, des spéculations concernant la vie amoureuse du souverain roumain commencèrent à circuler. Du journal *Le Calendrier (Calendarul)*[9], le quotidien banatien publia un article évoquant la possibilité d'un remariage prochain du Roi Carol II: „Dans les cercles diplomatiques, il est affirmé que la rencontre sur le Danube entre le Roi Carol et le Roi Boris revêt un caractère familial important. Le souverain de Roumanie doit se remarier avec la sœur du Roi Boris, la princesse Eudoxie, et il semblerait

[9] Quotidien publié du 25 janvier au 23 mars 1932 et du 8 juin 1932 au 31 décembre 1933, à Bucarest, sous la coordination de Nichifor Crainic. Il avait une tendance nationaliste, oscillant entre le Mouvement légionnaire et la Ligue de défense nationale-chrétienne (dirigée par A.C. Cuza). (www.aluiann.wordpress.com/2011/07/21/calendarul-1932-1933/, consulté le 24/09/2024)

qu'hier, outre l'échange de vues politiques entre les deux souverains, la question de ce mariage ait été évoquée. Il s'ensuivrait, donc, qu'avec le consentement du Roi Boris, chef de la maison régnante bulgare, le Roi Carol déposerait la demande officielle d'obtenir la main de la princesse Eudoxie. Nous rapportons la nouvelle telle qu'elle nous est parvenue, comme suffisamment sérieuse, bien qu'elle ne nous ait pas été officiellement confirmée". (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 942, mercredi, 1er novembre 1933, p. 4)

Alors que le texte de la convention entre les deux ex-époux, Carol et Elena, princesse de Grèce, était largement connu de l'ensemble de la presse roumaine, la liaison du Roi de Roumanie avec Elena Lupescu ne laissait penser, du moins à l'époque, à un futur mariage. C'est pourquoi les spéculations étaient à l'ordre du jour. Un mariage, destiné à «lier» deux pays entre lesquels régnait une animosité récente, pouvait être bienvenu. Certes, il y a de nombreuses années, une rumeur avait circulé concernant un possible mariage entre le prince Charles[10] et l'une des filles du dernier tsar de Russie, Nicolas II, et cette rumeur contenait, sans aucun doute, une part de vérité. Son oncle paternel[11], Charles Ier, commençait à envisager une possible alliance avec la Russie d'un œil différent, se sentant, dans une certaine mesure, sous la pression – permanente – de l'empereur allemand Guillaume (Wilhelm) II. Ce dernier avait une vision du monde, et de l'Europe en particulier, radicalement différente de celle de son prédécesseur, Guillaume Ier.

Les résultats de la rencontre entre les souverains roumain[12] et bulgare[13] furent présentés dans le numéro du 2 novembre 1933, du quotidien banatien. Le Premier ministre bulgare[14] était fermement convaincu que cette rencontre ,,serait, sans aucun doute, utile aux deux peuples". Le Premier ministre roumain[15] la jugea ,,très cordiale et sincère", s'étant déroulée dans une ,,atmosphère d'amitié, de bonne volonté et de sincérité". Dans une déclaration faite à cette occasion, le Roi Boris espérait des résultats notables de cette rencontre. (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 943, jeudi, 2 novembre 1933, p. 4)

Le communiqué officiel, rendu public, soulignait que ,,les deux gouvernements se sont déclarés disposés à résoudre, dans les meilleurs délais, les questions en suspens entre leurs pays et ont exprimé leur désir de collaborer, dans un esprit d'amitié cordiale, à la consolidation de la paix". (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 943, jeudi, 2 novembre 1933, p. 4)

Un échange de décorations roumano-bulgares a également eu lieu: ,,Le Roi Carol a décoré le Roi Boris de Bulgarie du collier de l'ordre de Carol Ier... Le

[10] Le futur Roi Charles (Carol) II de Roumanie.

[11] Ferdinand Ier.

[12] Charles (Carol) II.

[13] Boris III.

[14] Musanoff.

[15] Vaïda-Voïvode.

Premier ministre Muşanoff a été décoré de la grand-croix de l'Étoile de Roumanie et M. Robeff de la Couronne de Roumanie; de nombreux officiers supérieurs bulgares ont également été décorés... Le Roi Boris a décerné au Roi Carol (II – *n.n.*) le collier de l'ordre de Méthode et Cyrille et à M. Vaida-Voevod la croix de l'ordre d'Alexandre". (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 943, jeudi, 2 novembre 1933, p. 4)

Dans son numéro du 3 novembre 1933, *L'Ouest* a attiré l'attention de ses lecteurs sur les commentaires de la presse étrangère concernant l'importance de la rencontre entre les souverains de Roumanie et de Bulgarie. Selon le correspondant du <*Manchester Guardian*> à Vienne, „... outre la question des minorités dans les États respectifs, la possibilité de construire un pont sur le Danube a également été évoquée... une autre rencontre a été décidée, à laquelle le Roi de Yougoslavie participera également". (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 944, vendredi, 3 novembre 1933, p. 4)

Le *Morning Post* a souligné „... le grand enthousiasme avec lequel les Roumains et les Bulgares ont accueilli la rencontre des souverains", la qualifiant d'événement majeur pour la politique de l'Europe du Sud". (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 944, vendredi, 3 novembre 1933, p. 4)

De même, le journal *Times* a souligné „... la rencontre et l'enthousiasme manifestés par la population", le correspondant de cette publication soulignant que „l'accueil réservé au Roi Boris était empreint d'une sincérité et d'un enthousiasme particuliers". (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 944, vendredi, 3 novembre 1933, p. 4)

En revanche, le journal allemand *Berliner Tageblatt* fournit plus de détails: „... lors de cette rencontre particulièrement cordiale entre les monarques des deux pays, les questions politiques concernant les Balkans ont été abordées, favorisant le rapprochement et la collaboration; la question des minorités, l'intensification des relations économiques, le développement des moyens de communication et une série d'autres sujets d'intérêt pour les deux pays voisins ont également été abordés". (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 944, vendredi, 3 novembre 1933, p. 4)

D'autres journaux allemands (*Deutsche Allgemeine Zeitung, Vossische Zeitung, Berliner Boersenzeitung, Koelnisch Zeitung*) ont indiqué que la rencontre entre les rois de Roumanie et de Bulgarie servirait l'idée de pacification des Balkans. (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 944, vendredi, 3 novembre 1933, p. 4)

Il est à noter que la presse allemande a accordé une attention particulière à ces visites de courtoisie, qui auraient pu déterminer un rapprochement roumano-bulgare et une «brèche» dans le projet de Berlin de créer un «front» d'États révisionnistes, au centre et au sud-est du «vieux continent», qui soutiendrait la politique du Troisième Reich.

Le même numéro du quotidien de Timişoara mentionnait l'arrivée à Belgrade du grand voïvode Michel (Mihai), prince héritier de Roumanie, à son retour de Suisse, invité par la famille royale yougoslave, et, après une courte escale, la poursuite de son voyage vers Bucarest. Ces relations privilégiées entre

les deux États voisins et alliés se maintiendraient au moins jusqu'au printemps 1934, mais l'assassinat du roi Alexandre I[er] allait entraîner une réorientation de la politique étrangère yougoslave et une première «fissure» au sein de la Petite Entente. (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 944, vendredi, 3 novembre 1933, p. 4)

Dans un article sur la Tchécoslovaquie, quinze ans après sa fondation le journal de Timişoara évoquait diverses personnalités tchécoslovaques, parmi lesquelles le professeur de philosophie Dr. Thomas G. Masaryk[16], l'astronome et poète Dr. Milan Rastislav Stefanik[17] et le diplomate Eduard Beneš[18]. Il citait également une série de personnalités ayant témoigné de l'amitié roumano-tchécoslovaque: le président Thomas Garrigue Masaryk, l'abbé Metodiu Zavoral[19], Hertvik Jarnik[20], Jindřiška Hušková-Flajšhansová[21] – de Tchécoslovaquie; Take

[16] Le fondateur de l'État tchécoslovaque, président du 14 novembre 1918 au 14 décembre 1935, considéré comme le «président libérateur» et un véritable symbole de la démocratie dans le monde (www.ro.wikipedia.org/wiki/Tomáš_Garrigue_Masaryk, consulté le 24/09/2024)

[17] Le premier ministre de la Guerre de Tchécoslovaquie.

[18] En réalité, Edvard Beneš (1884-1948) – ministre des Affaires étrangères (1918-1935), Premier ministre de Tchécoslovaquie (1921-1922), président de la Tchécoslovaquie (1935-1938, 1945-1948). (www.ro.wikipedia.org/wiki/Edvard_Beneš, consulté le 24/09/2024)

[19] Abbé de Strahov, prêtre catholique et homme politique tchèque, il fonda un hôpital monastique pendant la Première Guerre mondiale, où les soldats roumains blessés en Transylvanie furent accueillis en priorité, grâce à l'intervention du professeur Jan Urban Jarnik. Après la proclamation de l'indépendance de la Tchécoslovaquie en novembre 1918, M. Zavoral fut député (1918-1920) et sénateur (1920-1924). Il participa également activement au développement des relations culturelles tchécoslovaques-roumaines durant l'entre-deux-guerres. Parmi les fondateurs de l'Institut tchécoslovaque-roumain de Prague (dont il fut également le premier président), Zavoral fut élu membre honoraire (étranger) de l'Académie roumaine et reçut de nombreuses décorations roumaines. (www.ro.wikipedia.org/wiki/Metoděj_Jan_Zavoral, consulté le 24/09/2024)

[20] Fils du regretté philologue roumain Urban Jarnik (philologue, romaniste et albanologue tchèque, membre honoraire de l'Académie roumaine depuis 1919, participant aux négociations pour l'établissement des relations diplomatiques entre la Tchécoslovaquie et la Roumanie) (www.ro.wikipedia.org/wiki/Jan_Urban_Jarnik, consulté le 24/09/2024), Hertvik Otto Jarnik était un linguiste, philologue romaniste et traducteur tchèque, qui enseignait à l'Université Masaryk de Brno. H.O. Jarnik a donné, à partir de 1924, des cours de langue roumaine, complétés par des interprétations de textes, introduisant l'étude de la langue roumaine au sein de l'université susmentionnée. Grâce à son engagement en faveur de la promotion de la culture roumaine, Hertvik Jarnik fut élu membre correspondant de la section littéraire et artistique de l'ASTRA lors de la session plénière de Sibiu, le 15 juillet 1921. Fondateur et président de l'Association tchécoslovaque-roumaine de Brno (une organisation créée en 1928, branche de l'Institut tchécoslovaque-roumain), il fut responsable de l'organisation d'actions culturelles et scientifiques visant à promouvoir la culture roumaine en Tchécoslovaquie. Il fut décoré de l'Ordre de la Couronne de Roumanie avec le grade de Chevalier. (www.ro.wikipedia.org/wiki/Hertvik_Jarnik, consulté le 24/09/2024)

[21] Également connue sous le nom de Jindra Hušková (1898-1980), elle était une philologue, bibliothécaire, enseignante, critique de théâtre, écrivaine et traductrice tchèque. Elle a également publié en slovaque et en roumain. Entre 1921 et 1952, elle a travaillé comme bibliothécaire. Dans les années 1920 et 1930, elle a écrit des critiques de théâtre. Elle a également enseigné la langue et la littérature roumaines à l'Université Comenius de Bratislava pendant près de cinq décennies

Ionescu[22], Andrei Bârseanu[23] – de Roumanie. (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 944, vendredi, 3 novembre 1933, p. 4)

Ce fut une nouvelle preuve des relations culturelles étroites entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie, qui existaient depuis la seconde moitié du XIX^e^ siècle et se sont intensifiées au cours des premières décennies du XX^e^ siècle.

Dans le numéro du 4 novembre 1933, les journalistes de *L'Ouest* rapportèrent une manifestation de l'amitié roumano-tchécoslovaque: le dévoilement d'***une plaque commémorative*** en l'honneur de deux régiments roumains de Transylvanie, les 2^e^ et 51^e^, des régions de Braşov et de Cluj, présents à Prague lors des événements du 28 au 30 octobre 1918. À cette occasion, les lecteurs apprirent que, durant ces trois jours, „les soldats roumains organisèrent une résistance passive aux ordres austro-hongrois et empêchèrent une effusion de sang, au cours de laquelle les Tchécoslovaques prirent le contrôle des postes". (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 945, samedi, 4 novembre 1933, p. 1)

Il ne faut pas négliger le rôle très important du premier président tchécoslovaque, Thomas G. Masaryk, dans le soutien de la cause des nationalités au sein de la monarchie austro-hongroise, dans le sens de l'obtention de leur indépendance ou de leur adhésion aux États nationaux existants.

Les lecteurs ont également été informés que, le 3 novembre 1933, ***la nouvelle convention commerciale roumano-tchécoslovaque*** a été signée, en présence du chef de la diplomatie roumaine, Nicolae Titulescu, et du ministre tchécoslovaque à Bucarest, Jan Şeba, et est entrée en vigueur immédiatement. Sur la base de cette convention, la Roumanie était autorisée à exporter, notamment, vers la Tchécoslovaquie: du blé, du maïs, des œufs, des pommes, des porcs, des produits pétroliers et du gypse. La Tchécoslovaquie s'est également engagée à exporter, vers notre pays, divers types de marchandises, tels que: des textiles,

(1922-1971). À ce titre, elle a introduit l'étude de la langue et de la littérature roumaines à cette université et a apporté une contribution essentielle au développement des relations culturelles roumano-tchécoslovaques et à la connaissance de la littérature roumaine en Slovaquie. Elle a écrit de nombreuses études sur la littérature roumaine et a traduit de la prose, de la littérature pour enfants et adolescents, ainsi que des pièces de théâtre en tchèque et en slovaque. (www.ro.wikipedia.org/wiki/Jindřiška_Hušková-Flajšhansová, consulté le 24/09/2024)

[22] Take Ionescu (1858, Ploieşti – 1922, Rome) était un homme politique, avocat et journaliste roumain, plusieurs fois ministre (Instruction publique et Culte – 1891-1898, Finances – 1904-1907, Affaires étrangères – 1912-1914). Il fut Premier ministre de Roumanie (17 décembre 1921-19 janvier 1922). Fervent partisan de l'entrée de la Roumanie dans la Première Guerre mondiale, aux côtés de l'Entente. En tant que ministre des Affaires étrangères, son nom fut associé à la signature de la paix de Bucarest (1913), à la fin de la Seconde Guerre balkanique, ainsi qu'à la fondation de la Petite Entente, en 1921. (www.ro.wikipedia.org/wiki/Take_Ionescu, consulté le 24/09/2024)

[23] Andrei Bârseanu (1858-1922) était un folkloriste roumain, directeur de l'ASTRA de 1911 à 1922, vice-président de l'Académie roumaine à partir de 1912, vice-président du Grand Conseil national, puis du Conseil de gouvernement de Sibiu. Avec Jan Urban Jarnik, passionné de folklore roumain, il a compilé respectivement les recueils «Cinquante chants de Noël» et «Chants et cris de Transylvanie». (www.ro.wikipedia.org/wiki/Andrei_Bârseanu, consulté le 24/09/2024)

de la verrerie, de la porcelaine, des gants de cuir, du fer et des produits en fer, des machines et des produits chimiques. Ainsi, les conditions étaient créées pour l'entrée en vigueur de la convention de compensation, paraphée entre les deux pays. Le rapport entre les importations tchécoslovaques et roumaines était de 100 à 125. Ceci démontrait, une fois de plus, l'interdépendance entre les économies des deux pays, ainsi que leurs profils très différents, mais aussi les relations privilégiées entre les deux États voisins et alliés. (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 945, samedi, 4 novembre 1933, p. 1)

D'autres questions en suspens dans les relations commerciales roumano-tchécoslovaques étaient également sur le point d'être résolues au début de novembre 1933. Ainsi, le quota de porcs à transporter en Tchécoslovaquie, en novembre 1933, fut fixé à 7.000 têtes; un quota de réserve de 3.500 têtes et un quota de 5.300 têtes pour l'industrie furent également établis. Quant au quota attribué à la Roumanie, récemment discuté à Bucarest, il devrait être fixé à 9.000 têtes d'ici la fin de l'année en cours; „outre l'importation de porcs, celle de volaille sera également réglementée". (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 947, mardi, 7 novembre 1933, p. 3)

Par conséquent, la nouvelle convention commerciale roumano-tchécoslovaque a permis la négociation et la renégociation des quotas d'exportation roumains pour deux «produits» sensibles, les porcs et la volaille, sans toutefois porter atteinte aux intérêts fondamentaux des agriculteurs tchécoslovaques.

Le 14 novembre 1933, une réunion de l'Union céréalière se tint à Prague. À cette occasion, la possibilité d'importer 3.000 wagons de blé de Roumanie en Tchécoslovaquie fut discutée, conformément aux dispositions de l'accord économique roumano-tchécoslovaque. Le président de l'Union fut autorisé à discuter de tous les détails de l'exportation de blé avec le gouvernement de Bucarest et les exportateurs roumains. De même, l'importation, en Tchécoslovaquie, de 1.000 wagons de maïs fourrager, en provenance de Roumanie et de Yougoslavie, fut autorisée. (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 953, mercredi, 15 novembre 1933, p. 3)

Ainsi, fin 1933, les relations commerciales s'intensifièrent au sein de la Petite Entente, dans le cadre des efforts visant à surmonter les effets de la crise économique, la Yougoslavie et la Roumanie[24] étant plus gravement touchées que la Tchécoslovaquie, pays doté d'une industrie relativement forte.

Les relations culturelles tchécoslovaques-roumaines se développaient également constamment. À cet égard, le quotidien *L'Ouest* du dimanche, 12 novembre 1933, rapporte que plusieurs militaires, diplomates et personnalités culturelles roumaines furent décorés par le président de la République tchécoslovaque, Thomas G. Masaryk: les généraux Comănescu et Ilasievici, ainsi que Laptow[25], reçurent l'Ordre du Lion blanc de 2e classe; les colonels Zwiedinek

[24] États à économie essentiellement agraire.

[25] Membre de la Légation roumaine à Londres.

et Condiescu, auxquels s'ajouta Otescu[26], reçurent l'Ordre du Lion blanc de 3e classe; le compositeur et folkloriste Constantin Brăiloiu[27], ainsi que le professeur Constantin I. Nottara[28], reçurent l'Ordre du Lion blanc[29] de 4e classe. (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 951, dimanche, 12 novembre 1933, p. 4)

Ces relations, nées de siècles plus tôt, avaient pris une forme de plus en plus marquée vers le milieu du XIXe siècle et s'étaient intensifiées dans le contexte d'un destin commun, celui des Roumains, des Tchèques et des Slovaques, au sein de l'Empire des Habsbourg, puis de l'Autriche-Hongrie. La politique de magyarisation forcée avait, sans doute, contribué au «resserrement des rangs», mais aussi à l'incapacité des milieux viennois à procéder à une véritable fédéralisation de l'empire.

Dans son numéro du 16 novembre 1933, *L'Ouest* informait ses fidèles lecteurs de la dissolution du Parti National-Socialiste Allemand en Tchécoslovaquie, dont le siège se trouvait dans les Sudètes, une région où la population était majoritairement allemande et largement naziisée. À cette occasion, les motivations du gouvernement de Prague pour cette décision étaient également présentées: „L'activité du P.N.S.G. menace l'unité et la sécurité de l'État tchécoslovaque". Ces motivations reposaient sur des observations concrètes concernant les fréquentes visites du chef de cette formation à Berlin, où il s'entretenait longuement avec les principaux dirigeants nazis. La dissolution de cette formation politique entraîna la perte des mandats parlementaires des nationaux-socialistes allemands en République tchécoslovaque (huit mandats à la Chambre des députés et quatre mandats au Sénat), l'impossibilité, pour le P.N.S.G., de présenter des candidatures aux nouvelles élections et la liquidation des actifs du parti au profit de l'État tchécoslovaque. (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 954, jeudi, 16 novembre 1933, p. 4)

Ce parti reprendra, cependant, son activité quelques années plus tard, en 1938, jouant un rôle décisif dans la crise des Sudètes et dans l'intégration de cette région au Troisième Reich, suite à la Conférence de Munich. De plus, la «résolution» de cette crise dans un «cercle fermé», formé de deux États totalitaires (l'Italie fasciste et l'Allemagne nationale-socialiste) et de deux pays à régime

[26] Directeur du Conservatoire de Bucarest.

[27] Directeur de l'Académie de musique d'église.

[28] Professeur au Conservatoire dramatique de Bucarest.

[29] L'ordre, composé du Lion blanc, symbole de la République tchécoslovaque, et de la devise «*Pravda vitězi*» («*La vérité triomphera*»), a été créé par la loi du 10 avril 1920, pour l'abolition des ordres de chevalerie. En voici une description brève, mais pertinente: „L'ordre reprend la Croix de l'Aristocratie de Bohême, sous la forme d'une étoile à cinq branches, chaque branche se terminant par trois pointes. Elles peuvent être en or ou en argent, émaillées de rouge, avec, au centre, un Lion Blanc (couronné, dans le premier type), rampant, à gauche, portant l'insigne à double croix de la République tchèque. Au revers, les lettres CRS; au centre du médaillon, sur fond émaillé rouge, entourées de la devise, et sur chaque branche, les insignes représentant les provinces. L'insigne est surmonté d'une couronne de feuilles, pour le titre civil, et barré d'épées croisées, pour le titre militaire. L'ensemble de l'ordre est suspendu par un ruban rouge à rayures blanches, bordé de rouge". (www.ro.wikipedia.org/wiki/Ordinul_Leului_Alb, consulté le 24/09/2024)

démocratique (la France et la Grande-Bretagne), posa la première pierre de la dissolution de l'État tchécoslovaque.

Le même numéro du quotidien de Timişoara exposait également les raisons de l'élévation du roi de Yougoslavie, Alexandre I^er^, au rang de maréchal roumain: „Lors de la campagne de 1913 (Seconde Guerre balkanique – *n.n.*) et de la Grande Guerre (Première Guerre mondiale – *n.n.*), il fit preuve de qualités militaires extraordinaires, combattant pour la cause commune; il aida ainsi la Roumanie et contribua à consolider la fraternité d'armes des deux armées, serbe et roumaine, manifestée sur le sol roumain par l'action remarquable de la division serbe en Dobroudja (automne 1916)". (*L'Ouest*, Timişoara, an IV, n° 954, jeudi, 16 novembre 1933, p. 4)

Malheureusement, l'aide promise par la Russie tsariste, fondée sur la Convention militaire conclue entre la Roumanie et l'Entente, dans son ensemble, début août 1916, arriva trop tard et se révéla insuffisante, mais la contribution des forces armées serbes ne fut pas oubliée. Fin 1918, le différend entre la Roumanie et le Royaume serbo-croate-slovène, au sujet du Banat, était dû, en grande partie, aux promesses de l'Entente aux deux pays, mais aussi au refus des États-Unis de reconnaître tout traité paraphé avant leur entrée en guerre, au printemps 1917.

***

L'«assaut» du fascisme et de l'autoritarisme, sur le continent européen, a atteint de nouveaux sommets en novembre-décembre 1933. L'imposition de la dictature nazie en Allemagne a, sans aucun doute, représenté un modèle politique pour d'autres États du monde, mais aussi une résurgence du révisionnisme et du revanchisme.

Seuls les pays d'Europe du Nord et du Nord-Ouest, mais aussi l'État tchécoslovaque, situé au centre du «vieux continent», résistèrent «obstinément». Encore fonctionnelle, du moins en apparence, la démocratie roumaine, visiblement affaiblie après la Restauration (8 juin 1930), reçut son premier «coup» avec l'assassinat du président du Conseil des ministres, I.G. Duca, sur le quai de la gare de Sinaia (29 décembre 1933), par une équipe de légionnaires, et, surtout, avec l'imposition d'un nouveau gouvernement dirigé par le «jeune» libéral Gheorghe Tătărescu, qui préféra gouverner par décrets-lois et contourner le Parlement.

L'Allemagne et l'Italie agissaient, de plus en plus fréquemment, de concert, pour modifier les frontières établies à la fin de la Grande Guerre (sans encore d'accord concernant l'Autriche), en promouvant une politique d'armement rapide.

Les effets de la Grande Crise économique ont également contribué, de manière décisive à la modification des systèmes politiques et à l'adoption d'une option pacifiste dans les relations internationales. De plus en plus d'historiens et de diplomates constataient, avec regret, la fin du système de sécurité collective.

Dans ce contexte international, la Roumanie s'efforçait, par l'intermédiaire de ses émissaires, de consolider ses relations au sein de la Petite Entente et de jouer un rôle moteur dans la création d'une nouvelle alliance balkanique, destinée

à défendre le statu-quo territorial et à préserver la paix aux niveaux européen et mondial. Ces efforts ont, d'ailleurs, été décrits, analysés et commentés par la rédaction du journal de Timişoara *L'Ouest*.

Les excès du régime national-socialiste en Allemagne allaient également déterminer un premier geste des États-Unis pour sortir de l'isolationnisme, en établissant des relations diplomatiques officielles avec l'Union soviétique.

Bien qu'Hitler et Mussolini rivalisaient de déclarations pacifistes, les germes de la guerre étaient déjà plantés.

Références

Barber, [1998]: John R. Barber, *Histoire de l'Europe moderne*, trad.: Daniela Truţia. Bucarest: Maison d'édition Lider.

Bărbulescu/Cloşcă, 1982: Petre Bărbulescu, Ionel Cloşcă, *Repères chronologiques internationaux (1914-1945)*. Bucarest: Maison d'édition scientifique et encyclopédique.

Berstein/Milza (dir.), 1998: Serge Berstein, Pierre Milza (dir.), *Histoire du XX^e siècle*, vol. 1 (*La fin du «monde européen» (1900-1945)*), trad.: Marius Ioan. Bucarest: Éditions All.

Campus, 1980: Eliza Campus, *De la politique étrangère de la Roumanie (1913-1947)*. Bucarest: Éditions Politique.

Campus, 1997: Eliza Campus, *La Petite Compréhension*, 2^e édition. Bucarest: Éditions de l'Académie roumaine.

Carpentier/Lebrun (dir.), 2006: Jean Carpentier, François Lebrun (dir.), *Histoire de l'Europe*, trad.: Sándor Skultéty, Mariana Băluţă-Skultéty. Bucarest: Éditions Humanitas.

Ciachir, 1998: Nicolae Ciachir, *Histoire politique de l'Europe de Napoléon à Staline*, 2^e édition. Bucarest. Éditions Oscar Print.

Munteanu, 1999: Ioan Munteanu, *Sever Bocu: 1874-1951*. Timişoara: Maison d'édition Mirton.

Popoiu, 2017: Ioan Popoiu, *Les États de l'Europe du Sud-Est (1804-1999)*. Bucarest: Maison d'édition Pro Universitaria.

Rădulescu-Zoner (coord.), 2000: Şerban Rădulescu-Zoner (coord.), *Histoire du Parti National Libéral*. Bucarest: Maison d'édition BIC ALL.

Schulze, 2003: Hagen Schulze, *État et nation dans l'histoire européenne*, trad. (coord.): Hans Neumann. Jassy: Maison d'édition Polirom.

Scurtu, 1994: Ioan Scurtu, *Histoire du Parti National-Paysan*, 2^e édition, révisée et ajoutée. Bucarest: Maison d'édition encyclopédique.

Scurtu/Buzatu, 1999: Ioan Scurtu, Gheorghe Buzatu, *Histoire des Roumains au XX^e siècle*. Bucarest: Maison d'édition Paideia.

Stănescu, 2015: Eugen Stănescu, *Ion Gheorghe Duca – un homme sous son temps*. Ploieşti: Maison d'édition Karta-Graphic.

(L'Ouest), Timisoara, 1933.
www.aluiann.wordpress.com/2011/07/21/calendarul-1932-1933/.
www.ro.wikipedia.org/wiki/Andrei_Bârseanu.
www.ro.wikipedia.org/wiki/Edvard_Beneš.
www.ro.wikipedia.org/wiki/Hertvik_Jarnik.
www.ro.wikipedia.org/wiki/Jan_Urban_Jarnik.
www.ro.wikipedia.org/wiki/Jindřiška_Hušková-Flajšhansová.
www.ro.wikipedia.org/wiki/Metoděj_Jan_Zavoral.
www.ro.wikipedia.org/wiki/Ordinul_Leului_Alb.
www.ro.wikipedia.org/wiki/Take_Ionescu.
www.ro.wikipedia.org/wiki/Tomáš_Garrigue_Masaryk.

Eusebiu I. Narai

ASPECTS OF THE ACTIVITY OF THE LITTLE UNDERSTANDING IN THE LAST QUARTER OF 1933, REFLECTED IN THE PAGES OF THE BANATIAN DAILY *THE WEST*. CASE STUDY: NOVEMBER AND DECEMBER 1933

Summary

The *reasons* that led me to choose this theme were quite numerous: the external context marked by the strengthening of the positions of fascist Italy, National Socialist Germany and militaristic Japan, but also by the isolationism promoted by the United States; the delayed effects of the Great Economic Crisis on international relations; France's involvement in the formation of new regional alliances, which would advocate for maintaining the territorial status quo; the abandonment of the European „Directorate" of the four Great Powers (Germany, Italy, France and Great Britain); the weakening of the role played by the League of Nations, etc.
In November-December 1933, the Banat daily newspaper *The West* captured, in its pages, among other things: the Romanian-Bulgarian negotiations at the highest level; the visit to Belgrade by Grand Voivode Michael, the crown prince of Romania, upon his return from Switzerland; the special Romanian-Czechoslovak ties, in cultural, economic and political terms; the elevation of the King of Yugoslavia, Alexander I, to the rank of Romanian Marshal, as a sign of friendship, etc.

Keywords: Little Entente, Balkan Entente, revisionism, cultural relations, trade conventions, <West>, Sever Bocu